

Montréal et Saint-Léon-de-Standon, le 18 juillet 2013

L'Honorable Martine Ouellet

Ministre des Ressources naturelles du Québec
5700, 4e Avenue Ouest
Bureau A 301
Québec (Québec)
G1H 6R1

Re : Rétablissement du programme d'aide à la géothermie résidentielle d'Hydro-Québec Distribution et atteinte de l'objectif gouvernemental de 11 TWh d'économies d'électricité d'ici 2015. Amendement à la *Loi sur la Régie de l'énergie*.

Notre dossier 30646 dn.

Madame la ministre,

Suite à la décision D-2013-107 rendue avant-hier par la Régie de l'énergie ¹ (confirmant sa décision antérieure D-2013-037 du 12 mars 2013 ²), nous vous demandons respectueusement d'intervenir afin de requérir qu'Hydro-Québec Distribution rétablisse dès à présent son programme d'aide à la géothermie résidentielle et accroisse son *Plan global en efficacité énergétique (PGEÉ)* d'une manière qui lui permette d'atteindre l'objectif gouvernemental de 11 TWh d'économies d'électricité d'ici 2015.

La Régie de l'énergie a en effet statué le 16 juillet 2013 qu'elle ne disposait pas du pouvoir d'exiger d'un distributeur qu'il mette en place ou maintienne un programme d'efficacité énergétique pour lequel celui-ci ne lui a pas proposé de budget. La Régie indique que « *la Loi ne lui permet pas d'étendre son pouvoir jusqu'à l'approbation des programmes* », (parag. 75), cette question étant plutôt, selon le Tribunal du ressort exclusif de la ministre des Ressources naturelles. **La Régie « est d'avis que sa juridiction ne vise que l'approbation des budgets liés aux programmes et non celle de leur contenu »** (parag. 78) et « *qu'il ne relève pas de sa compétence d'imposer au Distributeur un programme ou une mesure alors que ce dernier ne demande aucun budget à cet égard* » (parag. 79).

Par cette décision du 16 juillet 2013, la Régie confirme ainsi sa décision antérieure D-2013-037 du 12 mars 2013 dans laquelle celle-ci s'estimait sans pouvoir d'exiger le maintien (qu'elle souhaitait pourtant) du programme d'aide à la géothermie résidentielle

¹ RÉGIE DE L'ÉNERGIE, Dossier R-3838-2013, Décision D-2013-107, http://publicsde.regie-energie.qc.ca/projets/184/DocPrj/R-3838-2013-A-0005-Dec-Dec-2013_07_16.pdf, parag. 68-81.

² RÉGIE DE L'ÉNERGIE, Dossier R-3814-2012, Décision D-2013-037, http://publicsde.regie-energie.qc.ca/projets/80/DocPrj/R-3814-2012-A-0072-DEC-DEC-2013_03_13.pdf, parag. 481 à 534.

d'Hydro-Québec Distribution et pour lequel la Régie aurait même été prête à lui approuver un budget si Hydro-Québec l'avait accepté. La Régie se disait également sans pouvoir d'exiger qu'Hydro-Québec Distribution accroisse son PGEÉ de manière à combler son retard (évalué à 1,3 TWh) déjà anticipé par rapport à l'objectif gouvernemental de 11 TWh d'économies d'électricité d'ici 2015 :

[481] S.É./AQLPA et le ROÉÉ soulignent que la cible de 11 TWh d'économie d'énergie fixée par le gouvernement pour 2015 ne sera pas atteinte à temps.

[482] S.É./AQLPA recommande à la Régie de demander au Distributeur d'accroître son PGEÉ pour combler le retard provenant de CATVAR et, le cas échéant, pour combler la portion du 1 TWh d'économie que le BEIÉ pourrait ne pas réaliser. [...].

[483] Le ROÉÉ recommande à la Régie d'ordonner au Distributeur d'établir les prévisions d'économie d'énergie sur un horizon minimal de 5 ans à chaque dossier tarifaire et de compenser le retard qu'aura pris le projet CATVAR d'ici 2015. [...]

[491] [...] la Régie est d'avis qu'elle n'a pas le pouvoir d'imposer une mesure spécifique d'efficacité énergétique au Distributeur lorsqu'il ne réclame pas de budget à cet effet. Ce pouvoir incombe au ministre des Ressources naturelles. [...]

[528] Selon la Régie, la géothermie est une mesure structurante d'efficacité énergétique de long terme résultant d'une infrastructure concrète dont on peut mesurer physiquement les performances. Elle mérite d'être considérée sur une période suffisante afin d'en faire l'évaluation. [...]

[532] De plus, la Régie constate que la Stratégie énergétique du Québec 2006-2015 favorise la promotion de la géothermie. [...]

[533] Tel que mentionné précédemment, la Régie ne peut ordonner au Distributeur de poursuivre le programme de géothermie résidentielle.³

³ RÉGIE DE L'ÉNERGIE, Dossier R-3814-2012, Décision D-2013-037, http://publicsde.regie-energie.qc.ca/projets/80/DocPrj/R-3814-2012-A-0072-DEC-DEC-2013_03_13.pdf, parag. 481 à 534. Souligné en caractères gras par nous.

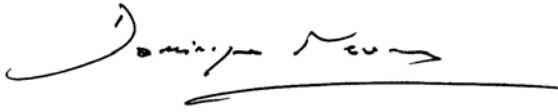
Devant l'affirmation de la Régie de l'énergie à l'effet que celle-ci ne possède pas les pouvoirs requis et que ceux-ci relèveraient plutôt du ministre, nous vous invitons donc respectueusement, Madame la ministre, à exercer ces pouvoirs. Plus précisément, nous vous invitons à requérir dès à présent qu'Hydro-Québec Distribution rétablisse son programme d'aide à la géothermie résidentielle et accroisse son *Plan global en efficacité énergétique (PGEÉ)* d'une manière qui lui permette d'atteindre l'objectif gouvernemental de 11 TWh d'économies d'électricité d'ici 2015.

Par ailleurs, pour l'avenir, nous vous invitons d'urgence à présenter devant l'Assemblée nationale du Québec un amendement législatif établissant que la Régie de l'énergie doit, par ses décisions, viser l'atteinte de l'objectif gouvernemental de 11 TWh d'économies d'électricité d'ici 2015 (et l'objectif de 350 millions de mètres cubes d'économies de gaz requis pour la même année) et que celle-ci, dans le cadre de son examen annuel des PGEÉ des distributeurs d'électricité et de gaz, dispose du plein pouvoir de modifier ou de requérir le maintien, l'ajout ou l'accroissement des programmes d'efficacité énergétique. Il serait hautement souhaitable qu'un tel amendement puisse entrer en vigueur à temps pour s'appliquer aux audiences des trois distributeurs sur leurs PGEÉ qui se tiendront cet automne devant la Régie de l'énergie.

Il nous semble en effet qu'il est du devoir de tous les organes de l'État québécois de collaborer à l'atteinte des objectifs de la *Stratégie énergétique* du gouvernement du Québec, tant celle actuellement en vigueur que celles qui seront édictées à l'avenir.

Si la Régie devait continuer à se considérer sans pouvoir d'approuver les programmes d'efficacité énergétique des distributeurs qui lui sont assujettis ou sans pouvoir de requérir le maintien, l'ajout ou l'accroissement de tels programmes, **le ministre des Ressources Naturelles devrait alors tenir lui-même des audiences publiques annuelles**, ouvertes à tous les intervenants de la Régie de l'énergie, ceci afin d'examiner le contenu des PGEÉ d'Hydro-Québec Distribution, de Gaz Métro et de Gazifère inc. ainsi que chacun de leurs programmes. Il s'agirait là d'une duplication lourde et inefficace des audiences publiques déjà tenues annuellement par la Régie sur ces mêmes PGEÉ. D'où notre recommandation, Madame la ministre, vous invitant à déposer d'urgence un amendement législatif (qui entrerait en vigueur à temps pour s'appliquer aux audiences des trois distributeurs qui se tiendront cet automne) édictant que la Régie de l'énergie dispose de tous les pouvoirs requis pour exercer pleinement sa juridiction sur le contenu des programmes d'efficacité énergétique des distributeurs et qu'elle doit viser l'atteinte des objectifs gouvernementaux d'efficacité énergétique.

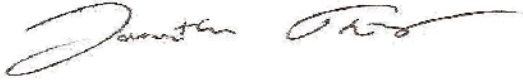
Nous vous prions, Madame la ministre, de recevoir l'expression de notre plus haute considération.



Dominique Neuman
Procureur Stratégies Énergétiques (S.É.)
et AQLPA



André Bélisle
Président AQLPA



Jonathan Théorêt
Directeur général GRAME



Pascale Boucher Meunier
Procureure ROEE